

De la protection à la relation

Représentations, effets et gestion du patrimoine urbain en situations postindustrielles et postcoloniales

A) RÉSUMÉ : OBJECTIFS EXPLICITES ET PRINCIPALES RÉALISATIONS

Ce programme veut comprendre comment le patrimoine urbain se construit socialement et peut soutenir un développement juste et équilibré. Il renouvellera les problématiques, la formation et les pratiques et améliorera le discours public et son appropriation sociale en explorant le « droit au patrimoine » dans des enquêtes sur l'environnement bâti, les politiques, les imaginaires et les effets du patrimoine, mobilisées par une plateforme numérique participative : l'*Atlas des imaginaires patrimoniaux postindustriels*. Sur le chemin des communautés patrimoniales au développement local tracé par ses précédentes recherches, ce programme consolidera le leadership de la Chaire dans l'approche du patrimoine comme dynamique territoriale.

B) CONTEXTE

En quoi le programme de recherche est original, novateur et de la plus haute qualité?

Ce programme a pour but d'apporter des solutions aux enjeux de renouvellement des représentations collectives engendrés par les transformations accélérées de la société et de l'environnement et ce, en proposant des alternatives à l'autoritarisme et à la centralisation qui caractérisent l'institution patrimoniale et qui acculent la gestion publique du patrimoine immobilier dans une impasse. Il veut développer et mettre en œuvre des savoirs heuristiques, des cadres de référence et des moyens d'action à partir d'un réalignement paradigmatique, en ciblant moins *de quoi est fait* le patrimoine mais plutôt **ce qui peut le faire et ce qu'il fait**. En poursuivant, dans la foulée de la précédente programmation de la Chaire, l'investigation du patrimoine urbain en tant que phénomène et en tant que processus, il innove en l'abordant comme une dynamique territoriale et comme un environnement à la fois physique et symbolique, fondé dans un milieu de vie, et porteur de développement social et économique. Ce positionnement épistémologique et éthique met en présence deux crises : une crise du patrimoine et une crise des milieux de vie.

Il est devenu usuel de dénoncer le saccage du patrimoine urbain. Aux quatre coins de la planète, les manchettes parlent de patrimoine pour parler de menace. Que le Vérificateur général du Québec ait en 2020 consacré un audit à la gestion par le gouvernement du « patrimoine immobilier » n'est pas un moindre symptôme (1). De fait, quoique plusieurs dénoncent un désengagement des autorités publiques (2), une pléiade de lois et de conventions nouvelles confirment plutôt leur intervention accrue. On multiplie ainsi les statuts juridiques et les cadres légaux (3) (4), par exemple), pour intégrer la pluralisation des références historiques et des représentations patrimoniales, revendiquées pour raison de décolonisation ou décuplées du fait de la mobilité numérique des idées ou de la migration internationale des personnes (5) (6), ou encore induite par de nouveaux modes de travail et d'occupation (certains accrus par la pandémie de COVID-19) qui densifient les noyaux villageois et les marges rurales des villes. Tout se passe comme si l'intensification de l'action publique restait sans prise sur la crise patrimoniale, comme si la protection recherchée était inversement proportionnelle au renforcement de l'autorité.

Dans le contexte de la fin des grands récits nationaux – la « condition postmoderne » (7) qui fragilise et multiplie « le sens des choses » (8), cette crise du patrimoine traduit aussi l'anéantissement des repères historiques et spatiaux de bien des communautés (9) (10) (11), dont l'environnement se parsème d'anciennes usines, d'églises, voire de quartiers entiers désaffectés ou, peut-être pire, d'insensibles « façades [momifiées] incorporées dans des opérations de redéveloppement culturel¹ » (12). Caractéristique de la « ruination » industrielle (13) (14) (15) et exacerbée dans l'aura du populisme politique (12), cette crise des milieux de vie résiste aux solutions utilitaristes de requalification et a récemment remis d'actualité l'idée de « justice spatiale » (16); elle est même derrière ce nouveau terme de recherche, le « commun » (par exemple (17) (18) (19) (20) (21) (22) (23)). Dans un ouvrage à grand tirage, les économistes et prix Nobel Abhijit Banerjee et Esther Duflo (24) ont, de fait, démontré que l'assurance d'un emploi n'arrachait pas les chômeurs à leur milieu de vie d'origine, attachés qu'ils y sont à leur expérience commune d'un passé de plus en plus fugace. Face à cet enjeu d'appartenance et de durée, nous affirmons que le patrimoine urbain, pas comme artifice d'opérations culturelles de gentrification, mais en tant qu'environnement quotidien, marqueur symbolique de continuité et « processus culturel qui mobilise des actes de mémoire

susceptibles de créer des manières de comprendre le présent et de s'y engager² » (25), peut soutenir la recomposition de l'expérience commune et du bien-être induit par l'appartenance.

C'est à cette reconceptualisation et à son opérationnalisation que se dédie ce programme, pour **substituer, à l'idéal de la protection** centré sur le maintien matériel (de quoi est fait le patrimoine), **un paradigme fondé sur la relation** avec le patrimoine – celle des personnes qui le font et celle par laquelle il agit sur ce qui l'entoure – **inscrite dans un projet localisé de développement durable**, susceptible d'établir un équilibre entre l'essor économique, la justice sociale et la responsabilité environnementale.

Objectifs et situation dans le contexte de la documentation savante et des travaux de la candidate

Notre recherche se situe dans une approche critique et convie principalement trois disciplines et domaines de pratique : les études patrimoniales (analyse constructiviste des discours, approche ethnographique de l'expérience du patrimoine), l'histoire et la théorie de l'environnement bâti, et la planification et l'aménagement du territoire (milieux historiques et, plus généralement, revitalisation culturelle); c'est une caractéristique distinctive de nos travaux et de notre définition du « patrimoine urbain » de lier les trois.

Avec la fondation de l'Association of Critical Heritage Studies et son 3^e congrès, que nous avons accueilli en 2016 (26), les études patrimoniales ont connu une expansion fantastique. Aujourd'hui, des milliers de chercheurs déconstruisent le discours d'autorité des experts du patrimoine en revalorisant l'expérience sociale du passé. Indicible il y a quarante ans (27), l'idée que le patrimoine soit un construit social a brisé le « silence théorique » (28), traversé les frontières disciplinaires et fait son chemin dans des cercles de la société civile. Toutefois, ce tournant discursif (29) (30) a engendré des angles morts (31). Tout en révélant des enjeux sémantiques et politiques du « discours patrimonial autorisé » – outil heuristique créé par Laurajane Smith en 2006 (25) – et l'iniquité du patrimoine reconnu par des institutions, les recherches privilégient des considérations globales aux particularités locales (32) (33), et restent à distance de l'environnement bâti, conséquemment à la marge de la conversation sur la revitalisation culturelle (34). De cette inclination (35) découlent deux zones d'ombre qui profilent nos objectifs, selon deux axes thématiques, qui visent à savoir **comment le patrimoine a agi et pourrait agir sur son environnement social et économique (B)** et **comment le patrimoine a été et peut être un projet, socialement construit (A)**.

A Le patrimoine comme projet. On observe un éloignement entre les préoccupations de justice sociale du discours scientifique et le hiératisme de l'action publique, cause « d'une séparation entre les dimensions communautaires du patrimoine et sa gestion » (36). Délaissé au profit du patrimoine immatériel, qui le côtoie maintenant dans les lois (4) (37) (38) (22) et qui accapare la recherche sur les dimensions symboliques et l'appropriation, le patrimoine immobilier semble confiné à ses dimensions matérielles : plus souvent qu'autrement, on le retrouve campé dans des figures monumentales ou technologiques (par exemple, des usines plutôt que des maisons ouvrières) dont on discute des techniques de préservation (39) et de la « valeur nationale » qui justifie l'intervention de l'État ou d'un pouvoir centralisé. Il perpétue ainsi une conception matérialiste et hiérarchisée des représentations sociales, à l'encontre du « tournant participatif » (40) (41) (42) (43) de la littérature, qui insiste non pas sur ce qui est (et qu'il faut protéger pour le montrer) mais sur ce qui pourrait être (et qu'il faudrait construire, non seulement dans la matière mais aussi dans l'imaginaire) (44). En somme, **on sait que le patrimoine immobilier est un construit social, mais on ne semble pas savoir bien comment le construire socialement.** Pour transposer la capacité de discuter de façon critique du patrimoine dans une capacité de fabriquer du patrimoine immobilier, il faut apprendre à redéfinir le patrimoine immobilier au plus près des milieux de vie, physiquement, mais aussi symboliquement, en soulignant l'égalité de toutes ses représentations (experte ou populaire, par exemple). L'axe A de notre programme propose d'explorer, en participant à tous les stades de la construction patrimoniale, l'idée selon laquelle **le patrimoine est un projet** (et non simplement un objet protégé), c'est-à-dire le fruit d'une relation dynamique, toujours à construire en fonction des besoins et des représentations de la société. On a ainsi pour objectifs, pour renouveler la recherche, la formation, la pratique et le discours public, de mettre en perspective, connaître et comprendre :

A1, l'environnement physique et symbolique des milieux de vie, c'est-à-dire tant la matière que l'imaginaire du « bâti ordinaire », négligé par la patrimonialisation institutionnalisée;

A2, l'imaginaire et les parcours personnels ou professionnels qui ont construit socialement le patrimoine ou pourraient le construire, de concert avec le sens que leur discours donne au patrimoine.

B Le patrimoine comme agent de développement durable. On néglige les relations entre le patrimoine immobilier et le territoire, y compris son impact social et économique (45) (46). Pourtant, on connaît (47) des effets du patrimoine et sa capacité à transformer les positions sociales, le sentiment d'inclusion, le bien-être des bénévoles ou des militants (35) (23) (48) (49) (50). Nous avons nous-même insisté sur de telles dimensions (51), que confirment les expériences sur la « valeur publique » (52) d'immeubles réutilisés (53) (54) : le patrimoine urbain peut avoir une influence sur « un développement économique, culturel et environnemental durable³ » (55). Mais alors même que des acteurs publics conviennent que « la sauvegarde du patrimoine culturel est un enjeu de développement durable à sa face même » (1), les politiques du patrimoine restent « principalement préoccupées par la gestion de la redondance et des rebuts⁴ » (29). Pour la plupart, les modèles de gestion réduisent les enjeux sociaux et économiques à des facteurs d'impact (sur la protection), indépendamment des relations entre le patrimoine et le territoire, qui, forcément locales (56), échappent à l'institution patrimoniale. Parmi eux, les « Paysages urbains historiques », adopté par l'UNESCO en 2011, souffrirait ainsi d'un déficit de « localisation [...] eu égard aux discours locaux sur le patrimoine et aux dynamiques de la gouvernance patrimoniale⁵ » (57). En d'autres mots, **on sait que le patrimoine transforme la qualité de vie des personnes, mais on ne sait pas encore très bien ce que fait un immeuble patrimonial à un milieu de vie ni la manière dont cette transformation peut être encadrée au bénéfice de ce milieu de vie, faute de localisation des méthodes et par omission de ces relations entre le patrimoine, le territoire et les personnes qui en font un milieu de vie.** C'est pourquoi nous proposons de maîtriser et gérer localement **le patrimoine immobilier en tant qu'agent de développement durable**, c'est-à-dire du développement social, économique et écologique équilibré d'un milieu de vie signifiant et inclusif. Cet axe B a pour objectifs, pour renouveler la recherche, la formation et les politiques, de connaître et de comprendre :

B1, des modalités selon lesquelles, par l'entremise du patrimoine immobilier, l'expérience du passé a été ou peut être intégrée dans les pratiques ou les politiques du développement du territoire;

B2, des effets sociaux et économiques du patrimoine immobilier, abordés à partir des transformations locales et en considérés sur le temps long.

Approche

Savoir socialement construire le patrimoine immobilier pour soutenir un développement équilibré de milieux de vie diversifiés soumis à des transformations rapides suppose de soutenir une production égalitaire et non-essentialiste des représentations patrimoniales – des experts ou des laissés-pour-compte de la désindustrialisation, par exemple – et de maîtriser, dans la même visée de justice, les effets sociaux et économiques du patrimoine. Pour atteindre les objectifs de ces deux axes et parvenir au déplacement paradigmatique proposé, **nous approchons la recherche par le « droit au patrimoine »**, à fabriquer, à participer, à s'approprier le patrimoine et à en bénéficier. Après Daniel Fabre, qui a évoqué le « droit pour chacun de disposer d'un passé objectivé et localisé » (58) (59), nous voulons étoffer cette notion (60) (9) (61) dans la lignée du « droit à la ville » d'Henri Lefebvre (62) (63) (64), en espérant, comme lui, résoudre la discordance entre le discours d'autorité sur le territoire (40) (37) et le milieu de vie.

En tant que **principe de déhiérarchisation** de la production du patrimoine, le droit au patrimoine centre notre programme sur une plateforme numérique de collecte, d'analyse et de mobilisation multidirectionnelle, territorialisée de manière multiscalaire, en fonction des projets qui déclinent notre programme (voir « méthodologie ») : *l'Atlas des imaginaires patrimoniaux postindustriels*. Arrimé à une base de données relationnelle dont les tables suivent nos quatre objectifs [A1, A2, B1, B2], cet instrument de spatialisation (*deep mapping*), accumule et rend disponibles, dans un environnement de systèmes d'information géographique (SIG), les dispositions matérielles et imaginaires des corpus patrimoniaux explorés ou abordés [axe A principalement], en **rapportant à l'échelle locale** (celle du milieu de vie) la recherche et ses résultats et en accueillant les participations des utilisateurs à la collecte des données. On accroît ainsi la quantité et la variété des données et leur diffusion publique ainsi que, par la visualisation cartographique et la mise en relation des données, notre capacité d'analyse et d'intervention. L'*Atlas* est jumelé à un *Observatoire des projets patrimoniaux*, répertoire des pratiques de développement [axe B] rapportées, quand c'est possible, aux localisations de l'*Atlas*, afin, toujours selon le droit au patrimoine, de **provoquer l'interpénétration de ces discours patrimoniaux et du savoir sur leurs effets territoriaux**, ou l'interpénétration de la relation des personnes avec le patrimoine et de celle du patrimoine avec ce qui l'entoure.

C'est par ces trois lignes de force, l'échelle locale du milieu de vie, la déhiérarchisation de la production du patrimoine et l'interpénétration de ses représentations et effets, que le droit au patrimoine, animé par l'*Atlas* et l'*Observatoire*, fertilise toutes nos opérations d'enquête, d'expérimentation et de théorisation.

Réalisation des objectifs du plan stratégique (voir aussi la section C de l'annexe « Qualité du milieu »)

Ancrée dans une perspective critique aspirant à moderniser les rapports de pouvoir qui affectent l'étude et la production du patrimoine urbain, notre approche fait écho à l'engagement social au cœur des orientations stratégiques de l'UQAM et de ses valeurs institutionnelles. Le programme contribuera à l'atteinte de quatre objectifs du plan stratégique par ses incidences sur le savoir, sur les capacités universitaires, sur les pratiques et politiques publiques et sur la société et la culture. Plus précisément, il : *Soutient la consolidation et l'essor de pôles stratégiques* et des forces vives de la recherche [objectif 1.2], particulièrement par la structure collaborative de sa plateforme numérique (*Atlas*, *Observatoire*) et de ses sous-projets; *Assume une fonction critique et permet d'être à l'écoute des besoins sociétaux* [2.1] en contribuant à la résolution des crises du patrimoine et des milieux de vie, particulièrement à partir du « droit au patrimoine ». Ainsi, il *Développe la diffusion et la mobilisation des connaissances issues de la recherche pour la transformation et le développement de la société* [2.2], notamment des politiques en patrimoine immobilier, aménagement, développement économique et culture et il *Permet à la formation de mieux s'articuler avec la recherche, et la recherche avec la pratique* [1.1], en gestion (tourisme, urbanisme), en arts (muséologie, communication, médiation) et en humanités numériques et spatialisées (65).

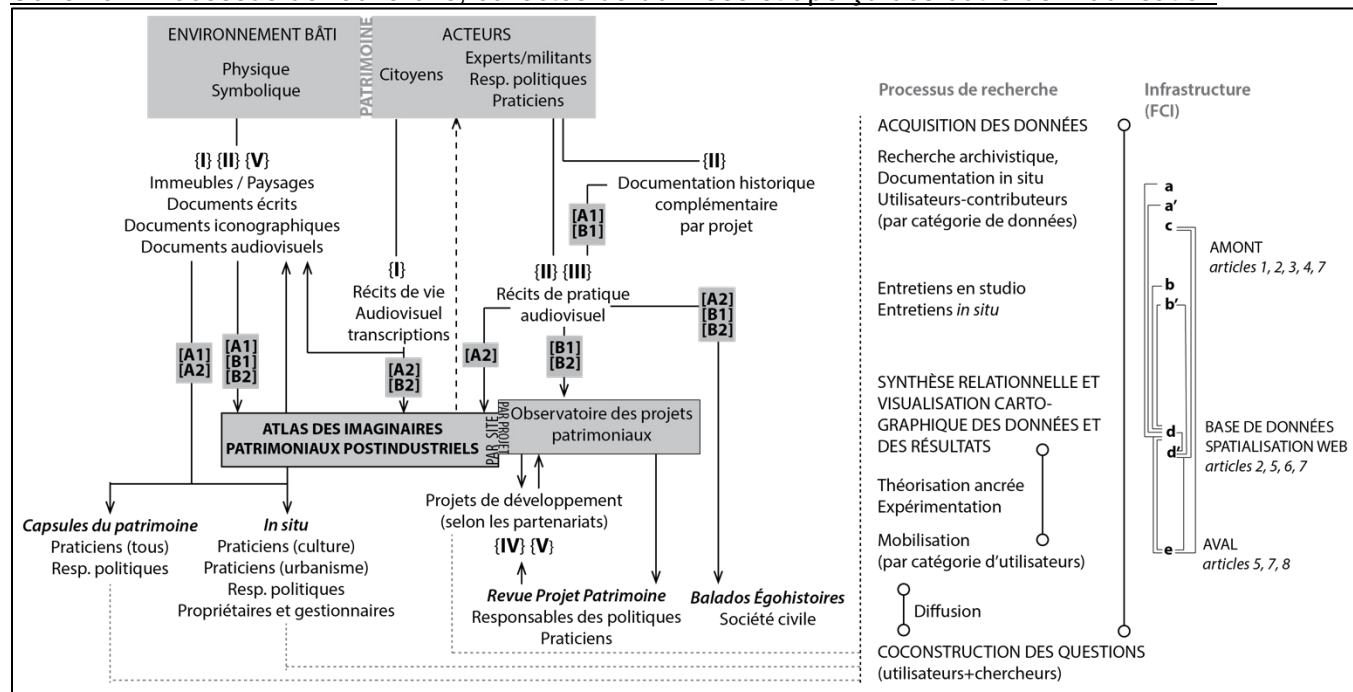
C) MÉTHODOLOGIE

Centrée sur notre plateforme numérique, particulièrement sur l'*Atlas des imaginaires patrimoniaux post-industriels* qui agit comme catalyseur, notre méthode est inductive et abductive, inspirée par une démarche de théorisation enracinée (*grounded theory*). Elle se décline, à travers notre approche par le droit au patrimoine, dans cinq projets {I à V ci-dessous}. En colligeant par ces projets des données d'archives, des récits et des observations du terrain, nous allons ainsi [A1] **identifier, analyser et proposer d'éventuels corpus patrimoniaux caractéristiques de milieux de vie moins considérés** à cet effet, d'une part dans une perspective transnationale, à partir du bâti et des représentations des quartiers et de l'habitat ouvrier {I}, d'autre part localement, surtout dans le cadre de nos partenariats au Québec, à partir des noyaux villageois et paroissiaux {V}; [B1] **enquêter sur les manières dont l'aménagement du territoire mobilise le patrimoine** ou des conceptions de l'appartenance au passé au Québec et à l'étranger, historiquement {II} et aujourd'hui, alors [B2] **en investiguant les effets sociaux et économiques de ces pratiques** {IV}, aussi mises en lumière par notre [A2] **enquête sur les pratiques des acteurs du patrimoine industriel** {III}, corpus central dans nos analyses compte tenu de ses dimensions moins connues et de son importance matérielle et symbolique dans l'environnement ordinaire des communautés d'aujourd'hui, y compris dans la capacité sociale de s'approprier et de produire le discours patrimonial.

Réflexive et cumulative, notre démarche oscille continuellement de l'enquête à l'expérimentation, entre lesquelles se construit la réflexion théorique (schéma ci-dessous). Interagissant l'une sur l'autre, elles sont toutes deux ancrées dans les milieux de vie (elles en tirent leur questions, surtout pour les projets IV et V, ou elles s'y rapportent, pour I, II et III) et sont conséquemment (surtout III, IV et V) tributaires de la participation des utilisateurs (voir section suivante). Entre l'enquête et l'expérimentation, l'*Atlas* et l'*Observatoire* organisent les données (par localisation ou par projet) et, par méthode documentaire d'interprétation et grâce aux rapports que la base de données relationnelle et plus encore l'*Atlas* permettent d'établir et d'étoffer, soutiennent l'analyse selon les questions traduites dans les objectifs A1 (environnement physique et symbolique), A2 (imaginaires d'acteurs), B1 (conceptions, politiques et pratiques territorialisées) et B2 (effets sociaux et économiques). Dans cette théorisation enracinée, A1, A2, B1 et B2, en tant que « concepts sensibilisants », canalisent l'observation des données vers la résolution des problématiques qu'ils synthétisent et permettent d'analyser *ce qui fait* et de *ce que fait* le patrimoine.

Nos stratégies transdisciplinaires de collecte et d'analyse empruntent à la méthode historico-interprétative (66), notre approche morphogénétique et sémiogénétique (67) et notre « mémoire patrimoniale » (5), et à l'histoire orale, particulièrement pertinente en contexte de désindustrialisation (68) (69) (68) (70). Ces collectes se matérialisent sur les terrains des cinq projets (p. suivante), qui complètent le financement du programme (voir « Qualité du milieu ») et qui fédèrent nos efforts de formation et de recherche.

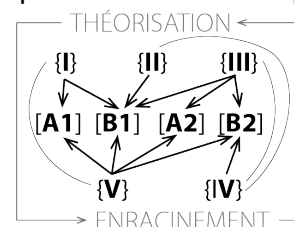
Schéma : Processus de recherche, collectes de données et aperçu des outils de mobilisation



I Villes de compagnie et quartiers ouvriers du XX^e siècle : Quelles interprétations, quelles représentations peuvent être significatives pour l'environnement bâti local? (>2025, CRSH; ce projet, tout en proposant de nouveaux corpus patrimoniaux, avec III et V, soutiendra ensuite la mise en place d'une structure collaborative, *The Company Towns Initiative*) : Amériques, Europe, Océanie, Asie. Et selon ce questionnaire, contextualisé : **V Paysages culturels patrimoniaux** (<2029 et +; recherche-action dans des municipalités au Québec, intersecte avec I, II, III) : actualisation des pratiques et politiques.

II Les idées du territoire : Comment l'aménagement du territoire intègre-t-il le patrimoine ou ses représentations? (2025-2029, FRQSC équipes) : Québec, à la lumière d'expériences historiques étrangères (Cork, Bologne, Cuba, etc.). Et selon le même questionnaire, mais aussi en interrogeant ce que fait le patrimoine au territoire, en recherche-action dans des milieux différents : **IV Patrimoine et développement local** (2022>, recherche et formation partenariale avec La Havane, Université polytechnique des Hauts-de-France, etc.).

III Désindustrialisation et patrimoine industriel : Quelles sont les significations attribuées au patrimoine immobilier? Quel rôle pour quel acteur? À quoi sert le patrimoine? (2022-2027, CRSH) : Canada, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, France, États-Unis).



D) PARTICIPATION DES UTILISATEURS DE LA RECHERCHE ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

La Chaire maintiendra son engagement envers la diffusion par sa série « **Patrimonium** » et de ses collections « **Patrimoine urbain** » et « **Nouveaux Patrimoines** », auxquelles s'ajoutera la revue en ligne **Projet Patrimoine** [B1, B2], particulièrement pour la recherche et la pratique émergentes. Les contenus produits restent disponibles sur patrimoine.ugam.ca, que nous espérons rendre accessible en anglais.

À l'extérieur de l'université, les utilisateurs sont ceux qui peuvent faire du patrimoine un projet (les praticiens, les responsables des politiques, les médiateurs et la société civile) ou l'établir comme un agent de développement durable (les responsables des politiques, les propriétaires et gestionnaires) : nos collaborations donnent des exemples de tels utilisateurs, allant de municipalités comme Saguenay à des organismes internationaux comme l'OCDE ou de propriétaires comme Rio Tinto à des praticiens comme ceux de TICCIH. Le patrimoine qui nous intéresse est, par définition, une coconstruction avec eux; notre programme est tributaire de la valorisation de leur participation. C'est ce que font l'**Atlas** [A1, A2, B2] avec son interface généraliste, ainsi que son compagnon, l'**Observatoire** [B1, B2] pour des utilisateurs plus spécialisés (praticiens, responsables des politiques). Ils sont « activés » dans le cadre de rencontres

publiques, qui mettent en discussion à l'échelle locale les observations internationales {projets I, III, IV} : nos **Séminaires régionaux** [A1, B1, B2], rencontres semestrielles d'acteurs assorties à des formations, **visites in situ** et nouvelles **Capsules du patrimoine** [A1]; et, dans une perspective moins locale, des journées d'études semestrielles **Faire ensemble le patrimoine** [A1, B1] qui rassemblent acteurs, chercheurs et public élargi dans l'un des cinq projets (par exemple, « Faire ensemble le patrimoine ouvrier »).

Nous produisons une **série baladodiffusée, Égohistoires du patrimoine**, conversation *in situ* avec un acteur du patrimoine [A2] révélant sous un angle différent l'environnement physique d'un milieu de vie [A1]. Nous poursuivons nos autres activités à destination de la société civile : conférences publiques (2 à 4 / an), publications de vulgarisation (1 à 2 / an) et interventions médiatiques. Comme par le passé, nous réservons aussi un large espace au public dans des **congrès internationaux** (*Industrial Heritage Reloaded*, 2022, et *Company Towns*, 2025), suivis d'**actes**. Les responsables des politiques et les praticiens seront aussi rejoints grâce à nos habituels articles de transfert, rapports et documents d'orientation (projets II et V). Dans le milieu scientifique, nous diffuserons la recherche, au rythme de quatre à six par ans, par des communications et des **articles évalués** (*Architecture Canada*, *International Journal of Heritage Studies* par exemple). Nous tiendrons quatre **Rencontres internationales des Jeunes Chercheurs en patrimoine** suivies d'**une anthologie** [A1 : 2023, A2 : 2025, B1 : 2027, B2 : 2029], ainsi qu'au moins une monographie plus théorique, **Patrimoine : de la protection à la relation** (PUQ, 2028-2029).

E) DESCRIPTION DES STRATÉGIES DE FORMATION PROPOSÉES

Réputée internationalement pour la qualité de son accueil, la Chaire propose un espace de travail collaboratif adéquatement équipé, et sa programmation permet aux étudiants et stagiaires d'accroître leurs réseaux et leurs qualifications en recherche, puisqu'ils participent à tous les aspects de l'engagement envers les utilisateurs et sont fortement appuyés (en encadrement, en logistique et en fonds) dans l'amorce de leur production scientifique, localement et internationalement. En arrière-plan de la portée des projets {I à V} et de la visibilité élargie des activités de mobilisation et de diffusion, les stratégies de recrutement du programme, assorties à des mesures actives (bourses ou emplois), reposent sur 1° sa transdisciplinarité et sa sensibilité aux enjeux postcoloniaux, qui rejoint l'engagement EDI de la Chaire (voir sous « qualité du milieu ») et les principes de justice sociale qui animent son approche; 2° sa versatilité, qui accueille une vaste gamme de préoccupations théoriques ou pratiques (en fonction de l'un des cinq projets ou des quatre objectifs) et 3° l'acquisition de compétences de pointe, notamment en humanités numériques dans le cadre du Laboratoire d'analyse et de médiation spatialisées (voir FCI).

Pour déployer cette stratégie et atteindre ses objectifs, le programme constituera une masse critique de chercheurs en s'insérant dans l'enseignement et l'encadrement aux trois cycles, en urbanisme, tourisme, études urbaines, géographie, science politique, ethnologie, anthropologie, muséologie/médiation/patrimoine, histoire de l'art, études et pratiques des arts, sociologie, animation culturelle, entre autres, à Montréal et à l'étranger. La création d'un programme court de spécialisation au 2^e cycle s'inscrit en droite ligne de cette visée. La formation est en effet au cœur du programme de recherche, parce que les étudiants contribuent à ses enquêtes, mais aussi parce qu'elle en déploie le changement paradigmatique.

Le programme créera donc des équipes pluridisciplinaires comptant en moyenne, pour chacun des projets, un étudiant de 3^e cycle, deux de 2^e et deux du 1^{er}. Annuellement, trois à quatre étudiants de 1^{er} et de 2^e cycles sont spécifiquement affectés à la mobilisation numérique (capsules, balados, etc.), y compris à la recension et à la diffusion liées à l'*Observatoire*, et deux à trois de 2^e et 3^e cycle à l'*Atlas*, sous la supervision d'un stagiaire postdoctoral. Ces tâches rémunérées (collecte documentaire, veille, analyse de données, communication, postproduction, programmation, selon leur niveau) accroissent l'employabilité des étudiants en prévision de la poursuite de leurs études ou de leur insertion au travail. Elles offrent en effet des milieux de stages {projets IV et V} ou complètent de façon intégrée les études : les projets I et V apportent des corpus à investiguer (histoire de l'art, ethnologie, sociologie, patrimoine, etc.), les projets II et V, un catalogue d'enjeux d'aménagement (études urbaines, science politique, etc.), et les projets II et IV, des cas transversaux, sous l'angle des pratiques ou des politiques, ou encore sous celui des perceptions ou des conceptions (études urbaines, économie, anthropologie sociologie, etc.).

F) LISTE DES RÉFÉRENCES (maximum de 3 pages)

1. Vérificateur général du Québec. *Rapport du Vérificateur général du Québec pour l'année 2020*. Chapitre 3 : *Patrimoine immobilier*. Québec : Gouvernement du Québec, 2000.
2. Bendix, Régina et Bendix, Regina F. *Culture and Value. Tourism, Heritage, and Property*. s.l. : Indiana University Press, 2018.
3. *Loi sur le patrimoine culturel*. P-9.002. Québec : Légis Québec, 2011, r. 2020.
4. Conseil de l'Europe. *Convention-cadre sur la valeur du patrimoine culturel pour la société; Brochure de la Convention de Faro: aller de l'avant avec le patrimoine*. Faro : s.n., 2005; 2021.
5. Morisset, Lucie K. *Des régimes d'authenticité. Essai sur la mémoire patrimoniale*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2009.
6. Morisset, Lucie K. « Entre l'image des villes et l'imaginaire des collectivités : l'avenir du génie du lieu ». [S'] *Approprier la ville*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2015. 1-16.
7. Lyotard, Jean-François. *La condition postmoderne*. Paris : Les éditions de minuit, 1979.
8. Attali, Jacques. *Le sens des choses*. Paris : Robert Laffont, 2009.
9. Morisset, Lucie K. *Émancipons le patrimoine!* Québec : Presses de l'Université du Québec, 2022.
10. Morisset, Lucie K. « Le territoire par-delà les monuments : les leçons patrimoniales de l'obsolescence industrielle ». Florence Hachez-Leroy [éd.]. *Le patrimoine industriel au XXIe siècle, nouveaux défis*. Paris : CILAC, 2018. Hors-série, 16-27.
11. Morisset, Lucie K. « Paysages cultivés ». *L'architecture de l'identité*. Montréal : Del Busso, 2020. 17-27.
12. Berger, Stefan et High, Steven. Introduction. *Labor: (De-)Industrial Heritage*. 2019, 16, 1, 1-27.
13. High, Steven, McKinnon, Lachlan et Perchard, Andrew, [éd.]. *The Deindustrialized World. Confronting Ruination in Postindustrial Places*. Vancouver : UBC Press, 2017.
14. High, Steven. *Industrial Sunset: The Making of North America's Rust Belt*. Toronto : University of Toronto Press, 2003.
15. Cowie, Jefferson et Heathcott, John [éd.]. *Beyond the Ruins: The Meanings of Deindustrialization*. Ithaca : Cornell University Press, 2003.
16. Soja, Edward W. [traduction par Sophie Didier et Frédéric Dufaux]. « The city and spatial justice ». *Justice spatiale*. Septembre 2009, 1.
17. Bertacchini, Enrico. « Capital culturel, district culturel et biens communs: Vers une approche économique intégrée du patrimoine et du développement durable ». *In situ. Au regard des sciences sociales*. 2021, DOI 10.4000/insituarss.883.
18. Cornu, Marie, Orsi, Fabienne et Rochfeld, Judith, [éd.]. *Dictionnaire des biens communs*. Paris : Presses universitaires de France, 2017.
19. Cominelli, Francesca, Cornu, Marie et Tornatore, Jean-Louis. « Patrimoine et commun(s) : une proximité incertaine ». *In situ. Au regard des sciences sociales*. 2021, DOI 10.4000/insituarss.589.
20. Deffairi, Meryem. « Communs, patrimoine et patrimonialisation en droit de l'environnement ». *In situ. Au regard des sciences sociales*. 2021, DOI 10.4000/insituarss.1176.
21. Festa, Daniela. « Les biens culturels en Italie: De l'« assaut » à la mise en commun ». *In situ. Au regard des sciences sociales*. 2021, DOI 10.4000/insituarss.1148.
22. Hance, Clea. « Les enjeux de la reconnaissance juridique d'un intérêt commun indivisible des communautés en matière de patrimoine culturel ». *In situ. Au regard des sciences sociales*. 2021, DOI 10.4000/insituarss.959.
23. Morisset, Lucie K. *Préserver ou partager? Du patrimoine aux communautés patrimoniales*. Bernard Cherubini [éd.]. *Pratiques mémorielles et politique. Pour une anthropologie politique du patrimoine*. Paris : L'Harmattan, 2018, 39-52.
24. Banerjee, Abhijit V. et Duflo, Esther. *Good Economics for Bad Times*. s.l. : Public Affairs, 2019.
25. Smith, Laurajane. *Uses of Heritage*. London : Routledge, 2006.
26. Morisset, Lucie K. [prod.]. *What Does Heritage Change? / Le patrimoine, ça change quoi?* Université du Québec à Montréal / Concordia University, Montréal : Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain, 2016.

27. Morisset, Lucie K. "The deep time of tourism and place. An historical-critical approach to heritage tourism as a process of transformation enacted in a fiction". Maria Gravari-Barbas [éd.]. *An agenda for heritage tourism*. Cheltenham UK and Northampton US : Elgar, 2021. 17-32.
28. Waterton, Emma et Watson, Steve. Framing theory: towards a critical imagination in heritage studies. *International Journal of Heritage Studies*. 2013, 19, 6, 546-561.
29. Harrison, Rodney. *Heritage. Critical Approaches*. London : Routledge, 2013.
30. Waterton, Emma et Smith, Laurajane. "The Utility of Discourse Analysis to Heritage Studies: The Burra Charter and Social Inclusion". *International Journal of Heritage Studies*. 2006, 12, 4, 339-355.
31. Morisset, Lucie K. "Hybrid or Mutant? How Patrimoine Transformed the Idea(s) of Heritage and Changed our Approaches to Knowledge, from Patrimonialisation to Critical Heritage Studies". *Heritage Hybridisation: Concepts, Scales and Spaces*, Paris : Una Europa Online Workshop, 2021.
32. Bazin, Laurent. *Patrimoine, mémoire, généalogie. Quelques considérations*. *Revue Espaces Marx*. 2001, 16-17, 44-53.
33. Cameron, Christina. "The UNESCO Imprimatur: Creating Global (in)significance". *International Journal of Heritage Studies*. 2020, 26, 9, 845-856.
34. Rico, Trinidad. "The restricted significance of historic mosques in Qatar". *International Journal of Heritage Studies*. 2020, 26, 9, 874-894.
35. Morisset, Lucie K. "But what are we really talking about? From patrimoine to heritage, a few avenues for reflection". *Journal of Canadian Studies*. Winter / hiver, 2018, 52, 1, 11-56.
36. Fredholm, Suzanne, Eliasson, Ingegärd et Knez, Igor. "Conservation of historical landscapes: What signifies 'successful' management?" *Landscape Research*. 2018, 43, 5, 735-748.
37. Shofield, John, [éd.]. *Who Needs Experts? Counter-Mapping Cultural Heritage*. London : Ashgate, 2014.
38. Rautenberg, Michel, Morisset, Lucie K. et Drouin, Martin. « Les changements du patrimoine ». Martin Drouin, L. K. Morisset et Michel Rautenberg [éd.]. *Les confins du patrimoine*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2019. 1-18.
39. Preite, Massimo. « Les nouvelles perspectives du patrimoine industriel ». *Ethnologies*. 2020, 42, 2, 313-334.
40. Schofield, John. "Heritage Expertise and the Everyday: Citizens and Authority in the Twenty-first Century". *Who Needs Experts? Counter-mapping Cultural Heritage*. London : Ashgate, 2014. 1-11.
41. Virolainen, Jutta. "Participatory Turn in Cultural Policy?" *The Nordic Journal of Cultural Policy*. 2016, 19, 1, 59-77.
42. Burger, Mariekie. "Public self-expression, identity and the participatory turn: The power to re-imagine the self". *Communicatio*. 2015, 41, 3, 264-286.
43. Roued-Cunliffe, Henriette et Copeland, Andrea, [éd.]. *Participatory Heritage*. Cambridge : Cambridge University Press, 2017.
44. Grandbois-Bernard, Estelle, Labescat, Gil et Uhl, Magali. « Dans les ruines de la ville postindustrielle, de la friche à la revitalisation urbaine ». *Frontières*. 2016, 28, 1, 3-5.
45. Fouseki, Kalliopi et Nicolau, Mariana. "Urban Heritage Dynamics in 'Heritage-Led Regeneration': Towards a Sustainable Lifestyles Approach". *The Historic Environment: Policy and Practice*. 2018, 9, 3-4, 229-248.
46. Skrerde, Joan et Berg, Sveinung Krokann. "Cultural Heritage and Sustainable Development: The Case of Urban Densification". *The Historic Environment: Policy and Practice*. 2019, 10, 1, 83-102.
47. Morisset, Lucie K. et CRC en patrimoine urbain, [prod.]. *What Does Heritage Change? / Le patrimoine, ça change quoi?* Université du Québec à Montréal / Concordia University, Montréal : s.n., 2016.
48. Greffe, Xavier. « Le patrimoine comme ressource pour la ville ». *Annales de la recherche urbaine*. 2000, 86, 29-38.
49. Béghain, Patrice. *Le patrimoine. Culture et lien social*. 1998.
50. Rebanks, James. *World Heritage Status. Is There Opportunity for Economic Gain?* Cumbria : Lake District World Heritage Project / Northwest, 2011.
51. Morisset, Lucie K. « Québec ou le patrimoine augmenté » et « L'effet patrimoine mondial ». *Continuité*. printemps 2016, 48, 26-28; 30-34.

52. Jaeger, A. Robert. Preserving the Public Value of Historic Sacred Places. Lucie K. Morisset, Luc Noppen et Thomas Coomans [éd.]. *Quel avenir pour quelles églises? / What Future for Which Churches?* Québec : Presses de l'Université du Québec, 2006. 393-400.
53. Noppen, Luc et Morisset, Lucie K. *Les églises du Québec. Un patrimoine à réinventer*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2011 [2005].
54. Noppen, Luc. « Explorations autour du destin des églises du Québec ». *L'Action nationale*. 2013, 6, 54-111.
55. Vileniske, Indre Grazuleviciute. "Influence of Built Heritage on Sustainable Development of Landscape". *Landscape Research*. 2008, 33, 4, 425-437.
56. Leniaud, Jean-Michel. *Droit de cité pour le patrimoine*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2013.
57. Ginzarly, Manal, Houbart, Claudine et Tellier, Jacques. "The Historic Urban Landscape approach to urban management: a systematic review". *International Journal of Heritage Studies*. 2018, 25, 10, 999-1019.
58. Fabre, Daniel. *Émotions patrimoniales*. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2013.
59. Auclair, Elizabeth et Garcia, Élise. « Les places traditionnelles de Porto-Novo comme communs : entre mise en valeur des espaces urbains et promotion des pratiques sociales et culturelles ». *Développement durable et territoires*. 2019, 10, 1, DOI : 10.4000/developpementdurable.13147.
60. Morisset, Lucie K. « Les anneaux des seigneurs ». Martin Drouin, L. K. Morisset et Michel Rautenberg [éd.]. *Les confins du patrimoine*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2019. 283-293.
61. Morisset, Lucie K. Par-delà l'appareil monumental et l'authorized heritage discourse : penser le « droit au patrimoine »?. *Critiquer le patrimoine aujourd'hui : alternatives patrimoniales* (texte inédit, séminaire reporté en raison de la COVID-19), Paris : s.n., 2021.
62. Lefebvre, Henri. *Le droit à la ville*. Paris : Anthropos, 1968.
63. Harvey, David. *Villes rebelles, du droit à la ville à la révolution urbaine*. Paris : Buchet / Chastel, 2015.
64. Paquot, Thierry. *Redécouvrir Henri Lefebvre*. Rue Descartes. 2009, 1, 63, 8-16.
65. Trepal, Dan, Scarlett, Sarah Fayen et Laferniere, Don. « Heritage making through community archaeology and the spatial humanities ». *Journal of Community Archaeology and Heritage*. 2019, 6, 4, 238-256.
66. Morisset, Lucie K. "Patrimony, the Concept, the Object, the Memory and the Palimpsest. A View from the History of Architecture". *Architecture Canada*. 2010, 35, 2, 53-62.
67. Morisset, Lucie K. « Pour une herméneutique des formes urbaines. Morphogénétique et sémiogénétique de la ville ». L. K. Morisset et Marie-Ève Breton [éd.]. *La ville, phénomène de représentation*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2011. pp. 34-59.
68. Moitra, Stefan et Nogueira, Katarzyna. Introduction. *(Post-)Industrial Memories. Oral History and Structural Change. Bios. Zeitschrift für Biographieforschung, Oral History und Lebensverlaufsanalysen*, 2018.
69. Harlov-Csortán, Melinda. "The Importance of Oral History in (Industrial) Heritagisation". *Oral History und Lebensverlaufsanalysen. Bios. Zeitschrift für Biographieforschung*,. 2018, Vol. 2, pp. 134-146.
70. Fourcade, Marie-Blanche et Morisset, Lucie K. « Between the field and the lab. Memories of Arvida and the Making of a Heritage Community in a Former Company Town ». Centre d'histoire orale et de récits numérisés, Montréal : Université Concordia, 18 mars 2016.

NOTES

1. Nous traduisons pour faciliter la lecture : « façades incorporated into new culture-led redevelopment schemes ».
2. « Cultural process that engages with acts of remembering that work to create ways to understand and engage with the present ».
3. « Sustainable social, economic, cultural, and environmental development ».
4. « Concerned largely with the management of redundancy and waste ».
5. « Localization [...] in relation to local heritage discourses and the dynamics of heritage governance ».